

CADE

<http://www.voiesnouvellestgv.webou.net/accueil.htm>

L'opposition au projet LGV au Pays Basque français

L'opposition à la LGV au Pays Basque a démarré en 2006, lors de la tenue du débat public, et cette opposition a grandi d'années en années.

Le projet LGV est un tronçon qui doit relier la ville de Bordeaux à l'état espagnol et, si l'on regarde au niveau européen, Paris à Madrid.

Les raisons de s'opposer à ce projet de LGV sont multiples, et elles sont souvent résumées avec ces trois mots qualifiant le projet : inutile, coûteux et destructeur.

Au Pays Basque, l'opposition est portée niveau de nombreuses associations de villages, qui se coordonnent par l'intermédiaire d'un collectif, dénommé le CADE (*Collectif des Associations de Défense de l'Environnement du Pays Basque*).

Il y a donc des initiatives prises très localement dans des villages, et d'autres à l'échelle du Pays Basque. Le CADE a organisé dans les villages touchés par le tracé de très nombreuses réunions publiques, des referendums, des manifestations, et a accueilli en janvier 2010 la signature de la Charte d'Hendaye.

Nous avons empêché la campagne de sondages des sols qui devaient permettre de valider techniquement le tracé choisi par RFF (Réseau Ferré de France, propriétaire des lignes en France) en mettant en place un système de vigilance citoyenne et d'alerte pour provoquer des rassemblements quand les machines de sondages arrivaient. Le préfet a fait suspendre (provisoirement) ces sondages.

Depuis le début de sa lutte, le CADE s'est attaché à démontrer que le dossier de la LGV était bâti sur des données falsifiées (*le trafic existant avait été multiplié par deux, et les hypothèses d'augmentation étaient surréalistes*) et à faire réfléchir sur les méfaits de la grande vitesse.

Notre principal slogan est « **Ni ici, ni ailleurs** », et il souligne que notre combat n'est pas lié à un tracé, mais bien à un refus de voir se développer les LGV. Aujourd'hui, nos idées ont fait leur chemin, et le « modèle TGV » commence à être remis en cause par les dirigeants de la SNCF eux-mêmes.

Concrètement, au Pays Basque les dernières annonces de l'Etat reconnaissent que les voies existantes ne sont pas saturées, et que le projet serait repoussé à 2035.

Mais nous avons appris à être méfiants...